

Bio des villes contre Bio des champs

Deux modèles se font face en Île-de-France, l'un défendu par les écologistes et le pôle Abiosol, l'autre par la Région et la FNSEA.

Thibaut Sardier

A Paris, on n'a pas de champ, mais on a du bio. La ville sert chaque année 30 millions de repas ainsi étiquetés dans ses cantines. Premier acheteur public de bio en France, la capitale fait preuve d'un grand volontarisme en la matière : plus de 30 % des repas étaient durables en 2014, et ils seront 50 % en 2020. Célia Blauel, maire adjointe EELV chargée de l'environnement, du développement durable et de l'eau, vante les effets positifs d'une telle démarche : « Notre politique d'achat permet l'évolution des systèmes agricoles. C'est aussi une opportunité pour la qualité de l'eau : en incitant les agriculteurs proches des points de captage à passer en bio, nous limitons les traitements en usine. Enfin,

cela permet de réduire notre dépendance alimentaire, car Paris ne dispose que de trois à quatre jours d'autonomie. » L'agriculture bio en région parisienne semble donc parée de toutes les vertus, y compris pour les agriculteurs : « Bien que l'installation en bio reste une démarche complexe, on voit de plus en plus d'agriculteurs changer de modèle », constate l'élue. Les chiffres le confirment : le nombre d'exploitations bio a doublé entre 2000 et 2015, pour atteindre le nombre de 224. Pourtant, l'Île-de-France couvre à peine 2 % de sa surface agricole en bio, contre 6 % à l'échelle nationale. Une politique ambitieuse s'impose, que la Région semble vouloir mener :

« L'objectif de notre pacte agricole [...], c'est de devenir nous-mêmes en Île-de-France producteurs de bio », annonçait la présidente Valérie Pécresse (LR) en mars dernier, lors du vote d'un amendement prévoyant que les cantines des lycées seront « approvisionnées en circuits courts, en priorité par des produits locaux, avec un objectif de 50 % de produits bio d'ici à 2024. » L'annonce est un pied de nez adressé au groupe Europe Écologie-Les Verts et apparentés (EELVA), qui défendait le même objectif pour 2025. Les élus du groupe restent néanmoins sceptiques, à l'image d'Annie Lahmer : « On peut très bien faire 50 % de bio.

Retrouvez la suite de l'article dans le dernier numéro du Magazine Grand Paris, disponible en kiosque ou par [abonnement](#)